



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

PROCEDURE

Le marché public est passé selon la procédure d'appel d'offres restreint, en application des articles L. 2320-1, L. 2324-2, R.2324-2 et R.2361-2 à R.2361-7 du code de la commande publique.
Accord cadre à bons de commande (mono attributaire) conformément aux articles R.2362-1 à R.2362-6 et R.2362-8 du code de la commande publique.

Etat – Ministère des Armées

Représenté par : Service Infrastructure de la Défense Sud-Est

Service en charge de l'exécution des prestations :

USID de Montpellier

Représentant du service en charge de l'exécution des prestations :
Chef de la Section Exploitation Maintenance

OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Exploitation et maintenance préventive et corrective des installations électriques HT et BT pour les emprises de la base de défense de Nîmes – Laudun - Larzac
Lot 01 : Départements du Gard (30) et de l'Hérault (34) –
Lot 02 : Départements de l'Aveyron (12) et de la Lozère (48)

Marché de défense

NUMERO DE PROJET

ESID : 25-139 ET 25-140
N° DAF : DAF_2025_000369

DELAI FIXÉ POUR LA REMISE DES CANDIDATURES

Date et heures limites de réception : Mardi 29 Avril 2025 à 16h00

DELAI FIXÉ POUR LA REMISE DES OFFRES

La date et l'heure de la remise des offres seront indiquées dans la lettre d'invitation à soumissionner transmise aux candidats admis en phase candidature.
De même les documents de la consultation précisés à l'article 7 du présent règlement seront transmis aux candidats admis en phase candidature.

CONTRAT SENSIBLE

SOMMAIRE

1	Objet de LA CONSULTATION	4
2	Description du marché	4
2.1	Procédure.....	4
	A/ Type de procédure.....	4
	B/ Négociation	4
2.2	Durée de l'accord-cadre.....	5
2.3	Dévolution du marché	5
2.4	Type de marché et définition des montants minimum et maximum de l'accord-cadre	5
2.5	Variantes	6
2.6	Marchés sans publicité ni mise en concurrence	6
2.7	Condition particulière d'exécution :	6
	engagement d'insertion.....	6
	Marché réservé.....	6
	Clauses environnementales	7
	dispositions relatives aux sous-contrats	7
2.8	Dispositions applicables concernant la sécurité et la protection du secret	7
	Conditions de recevabilité de la candidature liées aux Informations et Supports Classifiés	7
	Dispositions applicables concernant les documents et supports portant la mention « Diffusion Restreinte » remis lors de la procédure de passation	8
3	Capacité des candidats.....	8
3.1	Modalités de candidature.....	8
3.2	Aptitudes du candidat.....	9
3.3	limitation du nombre de candidats admis à présenter une offre	9
3.4	critère de sélection des candidatures	9
4	Contenu de l'offre	10
4.1	Contenu du dossier offre.....	10
4.2	Visites de sites.....	10
5	Jugement des offres.....	11
6	Renseignements complémentaires.....	12
7	CONTENU ET MODALITES D'ACCES AU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)	13
8	Modalités de candidature.....	13
8.1	Examen des candidatures	13
8.2	Présentation du dossier de candidature	14

A/ Candidature sous forme de document unique de marché européen (DUME)	14
B/ Candidature hors DUME	14
C/ Groupement d'opérateurs économiques	15
8.3 Documents justificatifs et autres moyens de preuve	15
A/ Transmission des moyens de preuve concernant les interdictions de soumissionner justificatifs et autres moyens de preuve	16
B/ Transmission des documents et renseignements concernant les conditions de participation à la procédure	17
8.4 Sélection des candidats	17
9 Conditions d'envoi et de remise des plis	17
9.1 Présentation des dossiers et format des fichiers	18
9.2 Horodatage	18
9.3 Copie de sauvegarde	18
9.4 Antivirus	19
10 Attribution	19
10.1 Documents à fournir	19
10.2 Signature et notification de l'accord-cadre	19
11 Dispositions générales	20
11.1 Langue	20
11.2 Juridiction chargée des procédures de recours	20
11.3 Voies de recours.....	20

Le présent règlement de consultation comprend trois annexes :

- Annexe 1 : Les modalités de signature électronique
- Annexe 2 : Assistance aux entreprises sur « PLACE »
- Annexe 3 : Attestation de non diffusion

Les trois annexes suivantes du CCAP sont jointes au présent règlement de consultation :

- Annexe 1 : Clause de sécurité « contrat sensible »
- Annexe 2 : Demande de contrôle primaire
- Annexe 3 : Déclaration individuelle concernant les contrats sensibles

DISPOSITIONS PARTICULIERES A LA PRESENTE PROCEDURE

1 OBJET DE LA CONSULTATION

L'accord-cadre régi par le présent règlement de consultation concerne l'exécution des prestations pour l'exploitation et la maintenance préventive et corrective des installations électriques HT et BT pour les emprises de la base de défense de Nîmes – Laudun - Larzac avec la mise en place d'une astreinte hors heures et jours ouvrés.

Les prestations comprennent :

- Une phase de démarrage (durée précisée pendant la phase d'offre) durant laquelle le titulaire doit dresser notamment un inventaire exhaustif des installations de chacune des emprises et fournir à l'acheteur un planning annuel.
- La conduite totale des installations avec assistance à l'acheteur.
- La réalisation de la maintenance préventive (« pièces et main-d'œuvre » quelle que soit la valeur unitaire des pièces) et corrective des installations de chacune des emprises.
- Une phase fin de marché (durée précisée pendant la phase d'offre) durant laquelle le titulaire doit notamment la rédaction d'un guide de réversibilité.
- Une astreinte sera également demandée les week-ends et jours fériés ainsi que pendant les heures non ouvrées des jours ouvrés.

Les emprises concernées seront précisées pendant la phase d'offre aux candidats admis à soumissionner.

Lieu d'exécution des prestations : BDD Nîmes – Laudun – Larzac pour l'Aveyron (12), le Gard (30), l'Hérault (34) et la Lozère (48)

2 DESCRIPTION DU MARCHE

2.1 PROCEDURE

A/ TYPE DE PROCEDURE

Le présent accord-cadre est passé selon :

- une procédure formalisée :
- Appel d'offres ouvert.
 - Appel d'offre restreint : conformément à l'article R.2342-10, l'acheteur prévoit au maximum cinq (5) candidats à soumissionner
 - Procédure avec négociation.
 - Dialogue compétitif.
- une procédure adaptée.

B/ NEGOCIATION

- Sans objet.
- Il n'est pas prévu de négociation.
- Il est prévu une négociation. Il sera alors adressé à tous les candidats ayant remis une offre une lettre de convocation indiquant la date et l'heure de la négociation ainsi que les points qui seront

abordés. La discussion portera sur l'ensemble des points et documents indiqués dans le paragraphe 4 ci-dessous. Si l'acheteur le décide, cette négociation pourra avoir lieu sous forme d'échange de lettres. Conformément aux dispositions des articles R2323-4 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales sans négociation.

2.2 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

La durée initiale de l'accord-cadre est de douze (12) mois à compter du lendemain de la date de notification de l'accord-cadre.

Conformément à l'article L2325-1, l'accord-cadre est reconductible tacitement six (6) fois, à la date anniversaire de notification, pour une durée de douze mois, sauf en cas de décision expresse de non reconduction prise par l'acheteur et notifiée au titulaire au plus tard deux (2) mois avant l'échéance de la période de validité en cours.

La durée totale de l'accord-cadre ne pourra excéder sept (7) ans.

Conformément aux dispositions de l'article R.2312-5 du décret précité, le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction de l'accord-cadre. En cas de non reconduction, il n'a droit à aucune indemnité.

2.3 DEVOLUTION DU MARCHE

Le marché est alloti : oui non

- **Lot 1 : Départements du Gard (30) et de l'Hérault (34)**

Accord-cadre à bon de commande pour l'exploitation et la maintenance préventive et corrective des installations électriques HT et BT pour les emprises de la base de défense de Nîmes – Laudun - Larzac avec la mise en place d'une astreinte hors heures et jours ouvrés.

Départements concernés : cités dans l'intitulé du lot.

- **Lot 2 : Départements de l'Aveyron (12) et de la Lozère (48)**

Accord-cadre à bon de commande pour l'exploitation et la maintenance préventive et corrective des installations électriques HT et BT pour les emprises de la base de défense de Nîmes – Laudun - Larzac avec la mise en place d'une astreinte hors heures et jours ouvrés.

Département concerné : cités dans l'intitulé du lot.

Le marché est fractionné : oui non

2.4 TYPE DE MARCHE ET DEFINITION DES MONTANTS MINIMUM ET MAXIMUM DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est un marché de prestations de service, à prix unitaires, avec un montant minimum et un montant maximum.

Les montants minimum et maximum de l'accord-cadre sont établis pour chaque année et calculés avec les formules suivantes :

Montant minimum de l'accord-cadre :

1 ^{ère} année	$M_{\min \text{ annuel } 1} = PU_{F1} + \frac{3}{4} PU_{F2\text{annuel}}$
Années suivantes	$M_{\min \text{ annuel } 2-7} = PU_{F2\text{annuel}}$

Le montant maximum est défini ainsi :

$$M_{\max \text{ annuel}} = 5 \times PU_{F2\text{annuel}}$$

Où

- F1 correspond au montant de la phase de démarrage ;
- F2 correspond au montant du prix unitaire de la maintenance annuelle.

2.5 VARIANTES

Les variantes sont autorisées : oui non

Les variantes sont obligatoires : oui non

Options : oui non

L'accord-cadre est reconductible.

2.6 MARCHES SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE

L'acheteur se réserve la possibilité de conclure des marchés sans publicité ni mise en concurrence dans les conditions prévues à l'article R.2322-12 du code de la commande publique.

2.7 CONDITION PARTICULIERE D'EXECUTION :

ENGAGEMENT D'INSERTION

Sans objet.

Le marché comprend un engagement d'insertion

MARCHE RESERVE

Sans objet.

Le marché est réservé en application des articles L. 2313-6 et R. 2313-3 du code de la commande publique.

Le(s) lot(s) n° est (sont) réservé(s) en application des articles L. 2313-6 et R. 2313-3 du code de la commande publique.

CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Sans objet.

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2311-6 du code de la commande publique, en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental :

- Le Titulaire est autorisé à remplacer les matériels défectueux par des matériels issus du réemploi ou du recyclage.

Dans une volonté de protection de l'environnement, le présent marché public comprend un (des) critère(s) environnemental(aux) comme critère d'attribution.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-CONTRATS

Sans objet.

Le marché, conformément à l'article L 2393-7, l'acheteur exige la réalisation par le titulaire les prestations essentielles ci-après définies :

2.8 DISPOSITIONS APPLICABLES CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DU SECRET

CONDITIONS DE RECEVABILITE DE LA CANDIDATURE LIEES AUX INFORMATIONS ET SUPPORTS CLASSIFIES

Sans objet.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale en son article 4.4.1, chaque candidat, ou chaque membre d'un groupement candidat, devant détenir des ISC doit apporter la preuve de sa capacité à détenir des ISC.

Tout candidat à un contrat, dont l'exécution implique l'accès à des informations ou des supports classifiés, doit faire l'objet d'une habilitation.

L'accord-cadre objet du présent règlement est sensible, conformément aux dispositions de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale en son article 5.3.2.

Au titre de cette clause, la personne morale et les personnels exécutants font l'objet d'un contrôle élémentaire (Annexe 4 du présent RC). A ce titre, les clauses de sécurité applicables au présent contrat sont définies en annexe 3 du présent RC.

DISPOSITIONS APPLICABLES CONCERNANT LES DOCUMENTS ET SUPPORTS PORTANT LA MENTION « DIFFUSION RESTREINTE » REMIS LORS DE LA PROCEDURE DE PASSATION

Sans objet.

Des documents et/ou supports portant la mention « Diffusion Restreinte » seront remis par l'acheteur lors de la procédure de passation du marché.

3 CAPACITE DES CANDIDATS

3.1 MODALITES DE CANDIDATURE

Voir article 8 du présent règlement de consultation.

- Candidature sous forme de document unique de marché européen (DUME) :

formulaire DUME

- Candidature hors DUME :

lettre de candidature (DC1 ou équivalent),

déclaration du candidat (DC2 ou équivalent) intégralement renseignée,

autres : annexes liées à la sécurité (contrôle primaire sur la personne habilitée à engager la société (personne morale) :

- Demande de contrôle primaire (annexe 2 du CCAP ci-jointe) sur la personne habilitée à engager la société (signataire de l'Acte d'Engagement) :

une (1) version renseignée et signée,

une (1) version modifiable renseignée mais non signée ;

Déclaration individuelle concernant les contrats sensibles (annexe 3 du CCAP ci-jointe) dûment complétée, datée et signée.

Attestation de non diffusion (annexe 3 du règlement de consultation) dûment complétée, datée et signée.

Clause de sécurité « contrat sensible » (annexe 1 du CCAP ci-jointe)

un Kbis de moins de trois mois

- Renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles et techniques :

Qualification(s) figurant ci-dessous ou équivalent (Cf. sites www.qualibat.com et/ou site www.qualifelec.fr) :

- Maintenance des installations électriques courant fort HT/BT
- Activités de maintenance avec gammes opératoires

Attestation de formation à la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI)

Liste détaillée des **prestations similaires** à ceux de l'accord-cadre, en cours d'exécution ou exécutés au cours des cinq dernières années, indiquant clairement le type de prestations, le montant du marché, le montant sous-traité, un descriptif précis des prestations réalisées, la date et le destinataire public ou privé. Les références ainsi présentées seront appuyées par des attestations de bonne exécution précisant que les prestations ont été réalisées selon les règles de l'art et menées régulièrement à bonne fin.

Les moyens humains et matériels du candidat liés à l'exécution de l'accord-cadre.

3.2 APTITUDES DU CANDIDAT

En plus des modalités de candidatures, l'aptitude à exercer l'activité professionnelle ainsi que la capacité économique et financière des candidats sont examinées au regard des renseignements et documents demandés ci-dessous :

- chiffre d'affaires global et chiffre d'affaire correspondant à l'objet de l'accord-cadre des 3 dernières années ;
- pouvoirs de la personne habilitée à engager la société ;
- attestation(s) d'assurance en cours de validité ;
- numéro unique d'identification délivré par l'INSEE permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné à l'article R2343-14 du code de la commande publique, ou un extrait Kbis (moins de trois mois) du candidat, de chacun des membres d'un groupement, d'un sous-traitant, sous-contractant ou la carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des Métiers ou récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (pour les entreprises en cours d'inscription) ;

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution de l'accord-cadre. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

3.3 LIMITATION DU NOMBRE DE CANDIDATS ADMIS A PRESENTER UNE OFFRE

L'acheteur prévoit d'inviter au :

- minimum 3 (trois), candidats à soumissionner (Article R.2342-10 du code de la commande publique),
- maximum 5 (cinq) candidats à soumissionner (Article R.2342-9 du code de la commande publique).

Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection et/ou aux niveaux minimaux de capacité est inférieur au nombre minimal défini ci-dessus, l'acheteur peut poursuivre la procédure avec ces candidats (Article R.2342-11 du code de la commande publique).

3.4 CRITERE DE SELECTION DES CANDIDATURES

Les candidatures reçues hors délais sont éliminées conformément à l'article R. 2343-2 du code de la commande publique.

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

L'acheteur procède au classement des candidatures au regard du dossier de candidature.

Les critères utilisés pour la sélection et le classement des dossiers de candidatures sont les suivants :

- capacités économiques et financière (chiffre d' affaires).
- capacités professionnelles et techniques (qualifications ou équivalents, références de projets similaires, moyens humains et matériels) ;

Les éléments pris en compte pour la sélection des candidats sont précisés à l'article 3.1 supra.

4 CONTENU DE L'OFFRE

4.1 CONTENU DU DOSSIER OFFRE

Uniquement pour les candidats retenus pour la PHASE OFFRE

Le dossier OFFRE doit contenir impérativement les documents suivants :

- l'**acte d'engagement** : Cadre joint à compléter ; ce projet de contrat (**en pdf dûment renseigné et signé**) sera accompagné par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (annexe de l'acte d'engagement en cas de sous-traitance).
- le cadre de **BPU et son sous-détail (.xls et .pdf)** ;
- le cadre de **DE** ;
- le cadre de **mémoire technique** ;
- le cadre de **mémoire achat responsable** ;
- l'attestation de visite des lieux,

Les offres sont valables **6 mois** à compter de la date limite de remise des offres.

4.2 VISITES DE SITES

- sans objet
- la visite est facultative
- la visite est obligatoire pour tous les sites équipés en poste Haute Tension.

Une attestation de visite par site, signée d'un représentant du SID, est alors adressée au candidat.

Ces attestations sont obligatoirement jointes à l'offre sous peine de nullité.

Liste des sites concernés :

- Pour le lot 01 :
 - Quartier Saint Césaire Nîmes (30000)
 - Quartier de Chabrières Nîmes (30000)
 - Quartier El Parras Nîmes (30000)
 - Camp des garrigues Nîmes (30000)
 - Quartier général Rollet Laudun (30290)
- Pour le lot 02 :
 - Quartier de Castelnau La Cavalerie (12230)

Pour prendre rendez-vous le candidat, avec un préavis de 48 heures, doit s'adresser impérativement à : « usid-montpellier-sim.resp-maintenances.fct@intradef.gouv.fr ».

Il est rappelé que la visite n'a pas pour objet de répondre aux questions des candidats, les questions devant être posées selon les modalités prévues à l'article 5 du présent règlement de consultation.

5 JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2352-1 à -9 du code de la commande publique.

Dans le choix des offres, il est tenu compte des documents cités à l'article 4.1 du présent document. Conformément aux dispositions de l'article R. 2352-1 du code de la commande publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, l'acheteur peut autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai de 6 jours calendaires, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et sous réserve que la régularisation n'ait pas pour but de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

L'offre économiquement la plus avantageuse est choisie, en fonction des trois (03) critères de pondération suivants :

Critère	Pondération	Note maximale pondérée pour chaque critère
Prix	60 %	60 points
Valeur Technique	35 %	35 points
Achat Responsable	05 %	05 points

Etude du critère Prix

Une note sur XX points est calculée selon la formule suivante :

Totalité des pts du critère X (DEmin /DE) *

*** arrondie à la décimale**

- où DEmin est le montant du détail estimatif le moins élevé ;
- où DEest le montant du détail estimatif de l'offre étudiée.

Rectification en cas d'erreurs dans les prix du marché :

Les indications de prix portées sur le bordereau des prix unitaires (B.P.U) prévaudront sur toutes autres indications de prix figurant dans l'offre.

Le détail estimatif (D.E.), s'il est erroné, sera rectifié de la façon suivante :

- les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seront constatées dans le détail estimatif (D.E.) seront rectifiées ;

C'est le montant du détail estimatif (D.E.), ainsi corrigé et pour être en cohérence avec le B.P.U., qui sera pris en considération lors du jugement de la consultation.

Etude du critère Valeur Technique

Ce critère est apprécié au regard du mémoire technique fourni par le candidat, dont le cadre est fourni dans le dossier de consultation. La répartition des points par item est indiquée dans le cadre de mémoire technique.

La note du candidat sur le critère Valeur Technique est déterminée par la somme des notes obtenues par item / sous-item.

Etude du critère Achat Responsable

Ce critère est apprécié au regard du mémoire achat responsable fourni par le candidat, dont le cadre est fourni dans le dossier de consultation. La répartition des points par item est indiquée dans le cadre de mémoire achat responsable.

La note du candidat sur le critère Achat Responsable est déterminée par la somme des notes obtenues par item / sous-item.

Attribution de la note finale

Une note finale sur 100 est attribuée à chaque candidat en additionnant les notes de chaque critère. L'offre du candidat ayant obtenu la note finale la plus élevée est considérée comme l'offre la mieux-disante.

En cas d'égalité sur la note globale, les candidats concernés seront notés avec des notes arrondis au centième et si l'égalité persiste ces derniers seront notés avec des notes arrondis au millième.

6 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les candidats doivent exclusivement poser leurs questions sur la PLACE (www.marches-publics.gouv.fr). Les questions / réponses sont mises en ligne pour communication à l'ensemble des candidats de la consultation, via la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) depuis : www.marches-publics.gouv.fr.

Uniquement en cas de dysfonctionnement de la PLACE, les candidats peuvent s'adresser à :
christophe.cogoluegnes@intradef.gouv.fr
patrice2.martin@intradef.gouv.fr

Toute question dont la réponse pourrait avoir un impact sur la teneur de l'offre doit parvenir au service au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de réception de l'offre. Conformément à l'article R.2332-4 du code de la commande publique, les renseignements complémentaires sont envoyés aux opérateurs économiques quatre (4) jours au plus tard avant la date fixée pour la réception des offres.

Pour les questions posées postérieurement, la personne publique n'est pas tenue de répondre et le candidat ne peut s'en prévaloir pour faire repousser les délais de remise de l'offre ou établir un recours sur la procédure du présent accord-cadre.

Les réponses sont fournies par écrit à l'ensemble des soumissionnaires. Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie quatre (4) jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues à l'article R. 2351-4 du code de la commande publique.

DISPOSITIONS GENERALES

7 CONTENU ET MODALITES D'ACCES AU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Le DCE comprend :

Pour la phase Candidature :

- Règlement de consultation et ses annexes
- Les modèles de formulaires DC1 et DC2 relatifs à la candidature
- Le modèle de formulaire DC4 relatif à la présentation d'un sous-traitant

Pour la phase Offre* :

- Lettre d'invitation à soumissionner,
- Le cadre d'acte d'engagement (par lot le cas échéant)
- Le cadre de bordereau de prix unitaire (BPU) et son sous-détail (par lot le cas échéant)
- Le cadre de détail estimatif (DE), (le cas échéant par lot)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cadre de mémoire technique
- Le cadre de mémoire achat responsable

- Les plans
- autres :

Le candidat peut télécharger le dossier de consultation sur la « **PLACE** » soit en s'identifiant, de façon à permettre les éventuelles correspondances ultérieures en cas de modification du dossier de consultation des entreprises, soit en téléchargeant anonymement

***Seuls les candidats retenus lors de la phase candidature seront autorisés à soumissionner à la phase offre.**

Afin d'accéder au Dossier de Consultation des Entreprises sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE), le code d'accès restreint est le suivant : **communiqué lors de la phase offres dans la lettre d'invitation à soumissionner.**

8 MODALITES DE CANDIDATURE

Le présent article complète l'article 3 du présent règlement de consultation.

8.1 EXAMEN DES CANDIDATURES

Au titre de la candidature, l'acheteur vérifie que les candidats n'entrent dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2341-1 à -6 du code de la commande publique notamment

qu'ils sont en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Conformément aux dispositions de l'article L.2341-7 du code de la commande publique lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement ou un sous-traitant, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Conformément à l'article R.2342-2 du code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour la procédure de passation de cet accord-cadre.

8.2 PRESENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Pour la présente consultation, l'acheteur **impose le mode de réponse électronique dans un seul dossier « ZIP » Global.**

Néanmoins, un opérateur économique peut candidater à la présente procédure selon l'une des deux manières distinctes présentées ci-dessous.

A/ CANDIDATURE SOUS FORME DE DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN (DUME)

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission européenne du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé. Le DUME est disponible sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>.

Le DUME doit être complété et signé par une personne habilitée à engager la société.

Pour remplir le D de la Partie III intitulé « AUTRES MOTIFS D'EXCLUSION POUVANT ETRE PREVUS PAR LE DROIT INTERNE DE L'ETAT MEMBRE DU POUVOIR ADJUDICATEUR OU DE L'ENTITE ADJUDICATRICE », le candidat se réfère utilement aux motifs d'exclusion purement nationaux qui sont compris dans L.2341-1 à 5 du code de la commande publique.

Pour remplir la partie IV intitulée critères de sélection (c'est-à-dire aptitude professionnelle et capacités), les candidats sont autorisés à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises telles que mentionnées ci-dessus (cf. article III A. 2ème paragraphe) sans fournir d'informations particulières sur celles-ci (cocher la case « oui » de la section α de la partie IV : indication globale pour tous les critères de sélection). Dans ce cas, les candidats n'ont pas à remplir les sections A à D de la partie IV).

Un opérateur économique qui participe à titre individuel et qui ne recourt pas aux capacités d'autres entités pour remplir les critères de sélection doit remplir un DUME.

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct signé par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V. Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun des sous-traitants.

Si le groupement présente sa candidature sous la forme de DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct. Chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

B/ CANDIDATURE HORS DUME

A défaut de recours au DUME, les candidats doivent transmettre les documents et renseignements suivants :

- le formulaire référencé DC 1 dans sa version en vigueur disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>, complété dans son intégralité ;
- le formulaire référencé DC 2 dans sa version mise à jour disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

C/ GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

La forme du groupement n'est pas imposée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution de l'accord-cadre de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'entreprise, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

8.3 DOCUMENTS JUSTIFICATIFS ET AUTRES MOYENS DE PREUVE

Pour la candidature avec un DUME, c'est l'action de cliquer sur « Enregistrer et poursuivre ma réponse » qui permet à l'acheteur d'avoir accès aux documents justificatifs étayant les informations fournies dans le présent document unique de marché européen.

Afin de contribuer à la réduction de la charge administrative pesant sur les entreprises, les acheteurs du ministère des Armées disposent d'une API-entreprise via le profil d'acheteur de la PLACE et de la solution e-attestations. Dans ce cadre, et conformément à l'article 6 du décret 2019-33 du 18 janvier 2019, l'administration peut obtenir les documents suivants :

- L'attestation de régularité fiscale émanant de la direction générale des finances publiques ;
- L'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés et les statuts de la personne morale ;
- Les attestations de régularité sociale et de vigilance délivrées par les organismes chargés du recouvrement des cotisations sociales ;
- La carte professionnelle d'entrepreneur des travaux publics délivrée par la fédération nationale des travaux publics ;
- Le certificat attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-2 à L.5212-5 du code du travail, délivrée par l'association de gestion de fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés.

En cas d'impossibilité de se procurer les documents ci-dessus directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue. Le soumissionnaire établi à l'étranger produit de certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Par ailleurs, le titulaire, ses éventuels cotraitants et sous-traitants fournissent, jusqu'à la fin d'exécution du contrat, leur attestations et pièces prévues par le code du travail (articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8, D.8254-2 à D.8254-5).

Les justificatifs et les moyens de preuve, définis à l'article R. 2343- 9 du code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être

demandés aux candidats aux marchés publics, ne sont exigés par l'acheteur qu'au(x) soumissionnaire (s) auquel (s) il est envisagé d'attribuer le marché.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le (s) soumissionnaire (s) sur la plateforme en ligne « e-Attestations » mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

La plateforme sécurisée « e-Attestations » permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres (acheteurs).

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations. « e-Attestations » agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP,...

Aussi le candidat n'aura qu'à compléter les informations et documents manquant dans son dossier.

Plus d'informations, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

Toutefois les candidats ne sont pas tenus de fournir les justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables, même si celui-ci ne l'a pas expressément prévu. Dans ce cas, ils peuvent indiquer dans leur candidature, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation (s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis (dispositif « dites-le nous une fois » ou DLNUF).

Les candidats ne sont pas tenus de fournir ces justificatifs et moyens de preuve lorsque l'acheteur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

A/ TRANSMISSION DES MOYENS DE PREUVE CONCERNANT LES INTERDICTIONS DE SOUMISSIONNER JUSTIFICATIFS ET AUTRES MOYENS DE PREUVE

Conformément aux articles R.2343- 8 à 10 du code de la commande publique, l'acheteur demandera à l'attributaire pressenti de fournir avant la notification de l'accord-cadre, les preuves que le candidat ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner. En l'absence de fourniture de ces documents, le soumissionnaire dont l'offre est classée immédiatement après est sollicité pour produire les documents nécessaires.

- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2341- 1 du code de la commande publique un extrait de casier judiciaire. Le candidat établi à l'étranger produit un extrait du registre pertinent ou, à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente.
- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2341-2 du code de la commande publique, les certificats sociaux et fiscaux délivrés par les administrations et organismes compétents dont la liste est fournie par l'arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession.

- Le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.
- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2341-3 du code de la commande publique, la production d'un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

B/ TRANSMISSION DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES CONDITIONS DE PARTICIPATION A LA PROCEDURE

Pour les opérateurs économiques candidatant par le biais des formulaires DC1/DC2, les documents et renseignements sont fournis lors de la candidature.

Pour les opérateurs économiques candidatant par le biais du DUME et ayant rempli les sections A à D de la partie IV, les documents et renseignements sont fournis lors de la candidature.

Pour les opérateurs économiques candidatant par le biais du DUME et ayant rempli la section α de la partie IV, les justificatifs et les moyens de preuve sont fournis à tout moment de la procédure à la demande de l'acheteur.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen approprié.

8.4 SELECTION DES CANDIDATS

Les candidats devront fournir l'intégralité des renseignements et documents demandés ci-dessus et à l'article 3 du présent RC.

9 CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS

La date et l'heure limite de réception des plis sont fixées en première page du présent règlement de consultation. Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique. Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme:

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;

- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

REMARQUE IMPORTANTE :

Les candidats doivent s'assurer qu'ils disposent d'une signature électronique valide (la délivrance d'une signature électronique par un organisme habilité pouvant prendre plusieurs jours). S'ils ne disposent pas déjà d'une signature électronique valide, se procurer un certificat numérique de signature utilisable pour les marchés publics conforme aux exigences de l'arrêté du 15 juin 2012 et au RGS (référentiel général de sécurité). Les prestataires admis à commercialiser ce certificat sont listés sur le site Internet : www.lsticertification.fr. Certains de ces prestataires sont Certeurope, Certinomis, Chambersign France, etc.... Il n'est donc pas nécessaire de joindre des documents avec une signature manuscrite numérisée.

Si le soumissionnaire n'utilise pas la fonction « Vérifier la signature » de la rubrique « Outils de signature » de la PLACE, il fournit la procédure permettant la vérification de la validité de sa signature électronique conformément à l'arrêté cité supra.

9.1 PRESENTATION DES DOSSIERS ET FORMAT DES FICHIERS

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

L'ensemble des dossiers et des fichiers doivent être dans un dossier « ZIP » Global.

9.2 HORODATAGE

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

9.3 COPIE DE SAUVEGARDE

Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique numérique, doivent faire parvenir cette copie avant la date limite de remise des plis.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté comportant les mentions suivantes :

- NE PAS OUVRIR ;
- « Copie de sauvegarde » ;
- Offre pour : « *Intitulé de la consultation* — **Projet n° ESID 25-139 et 25-140** — **DAF_2025_000369** » ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des marchés publics.

La copie de sauvegarde est transmise exclusivement par voie postale à l'adresse suivante :

**SAI/Section Sud/Pôle achat de MONTPELLIER
CS 60060 – 311 avenue Masséna – 34965 MONTPELLIER CEDEX 2**

Les documents figurant sur ce support doivent être signés électroniquement (pour les documents dont la signature est obligatoire).

9.4 ANTIVIRUS

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli est considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

10 ATTRIBUTION

10.1 DOCUMENTS A FOURNIR

En application des articles L.2341- 1 à -5 du code de la commande publique, seul le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre doit produire les pièces prévues aux articles R.2343-8 à 10 du code de la commande publique.

En outre, la signature de l'acte d'engagement n'est exigible que du seul attributaire pressenti : si celui-ci (accompagnés de cotraitants, le cas échéant) n'a pas signé son offre lors de la remise initiale, il doit signer - ou co-signer avec les membres du groupement - l'acte d'engagement et faire signer les DC4 aux sous-traitants éventuels avant attribution. Il doit également joindre le/les pouvoirs de la personne physique habilitée (signataire) à engager la société / l'établissement, le cas échéant.

Si ces documents ne sont pas joints dans la réponse initiale, l'acheteur adresse une demande via la PLACE. L'attributaire transmet les documents requis dans un délai de 8 jours à compter de la date d'envoi de la demande.

ATTENTION ! Les délais octroyés n'ont pas pour effet de permettre aux attributaires de se procurer un certificat de signature électronique, ni d'effectuer les démarches administratives de régularisation auprès des administrations et organismes compétents.

A défaut de transmission des documents dans le délai prescrit par l'acheteur, celui-ci peut déclarer irrégulière l'offre au titre de l'article R.2352-1 du code de la commande publique. En conséquence, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

10.2 SIGNATURE ET NOTIFICATION DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre ne peut être définitivement attribué qu'une fois ces formalités préalables remplies.

L'acheteur avise alors tous les autres soumissionnaires du rejet de leur offre.

Après signature de l'acte d'engagement par l'acheteur, l'accord-cadre est notifié, conformément aux dispositions de l'article R.2382- 4 du code de la commande publique.

Le titulaire s'assure que la ou les personne(s) habilitée(s) à engager la société dispose(nt) d'un certificat de signature électronique valide, conformément à l'annexe 1 du présent document « Modalités de signature électronique », de façon à pouvoir signer les actes modificatifs (actes de sous-traitances, modifications de l'accord-cadre, décisions...) qui interviendraient en cours d'exécution de l'accord-cadre.

NOTA : L'acheteur n'impose pas la signature électronique au moment du dépôt **mais cette signature est nécessaire au moment de l'attribution de l'accord-cadre**. En revanche, si le candidat est déjà en possession d'un certificat électronique valide, il peut signer électroniquement dès le dépôt de sa réponse. **Cette option est vivement recommandée.**

11 DISPOSITIONS GENERALES

11.1 LANGUE

L'ensemble des documents fournis au titre de la présente procédure sont rédigés en français ou accompagnés d'une traduction en français.

11.2 JURIDICTION CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS

Le tribunal administratif de Lyon est seul compétent pour connaître des litiges nés de ce contrat et de sa procédure de passation. Ces derniers peuvent faire l'objet de recours dans les délais et conditions fixés par le code de justice administrative.

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le greffe du tribunal administratif de Lyon :

Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON cedex 03
T : 04.78.14.10.10 – F 04.78.14.10.65
greffe.ta-lyon@juradm.fr

11.3 VOIES DE RECOURS

- Un **recours en référé précontractuel** (article L.551-1 du Code de la Justice Administrative – CJA), le juge administratif devant être saisi avant la conclusion du contrat ;
- Un **référé contractuel** (article L.551-13 du CJA) dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution (ou, à défaut d'un tel avis, dans un délai de 6 mois à compter de la conclusion du contrat) ;
- Un **recours pour excès de pouvoir** (article R.421-1 et suivants du CJA) dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision attaquée ;
- Un **recours en contestation de validité du contrat** (recours de pleine juridiction prévu par la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 DEPARTEMENT DU TARN-ET-GARONNE, n°358994), dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ;
- Un **recours indemnitaire** (article R.421-1 et suivants du CJA), dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée, ou dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née la décision implicite de rejet.

Annexe 1

MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE

RAPPEL GENERAL

**Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient.
En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.
Une signature manuscrite scannée n'a pas de valeur juridique. Elle constitue une copie de la signature manuscrite et ne peut pas remplacer la signature électronique.**

Signature électronique des documents

Chaque document à signer doit l'être individuellement. Par application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, le soumissionnaire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature du signataire ;
2. à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature* conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés. Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé).

Exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé (1 ou 2).

1er cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue" : le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- <http://www.lsti-certification.fr> ;
- <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/eu-trusted-lists-trust-service-providers>

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance.

La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Justificatifs de conformité à produire

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...
- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : le candidat utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État.

Dans ce cas, le candidat est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

Cas 2 : lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PadES ;
- Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment le lien sur lequel la signature peut être vérifiée, avec une notice d'explication de préférence en français.

La personne signataire doit avoir le pouvoir d'engager la société.

Annexe 2

ASSISTANCE AUX ENTREPRISES SUR « PLACE »

❖ **Le candidat doit s'assurer de sa capacité à remettre son offre**

Les paramètres à prendre en compte par le candidat : les capacités techniques de son matériel, le type de raccordement à Internet et le trafic sur le réseau internet qui peuvent considérablement augmenter le délai moyen de téléchargement.

❖ **Les frais d'accès**

Les frais d'accès au réseau et à l'obtention d'un certificat de signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

❖ **La boîte aux lettres du candidat**

Attention : certains serveurs de messagerie présents dans le système informatique des candidats peuvent filtrer des envois venant de la plate-forme. Les candidats doivent être vigilants sur ce point et vérifier également que les alertes de la plate-forme ne sont pas filtrées par le dispositif anti spam de l'entreprise ou redirigées vers les « courriers indésirables ».

❖ **Manuel d'utilisation – Guide d'aide - Assistance**

Un manuel d'utilisation est disponible afin de faciliter l'utilisation de la plate-forme. Le soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site.

Le candidat peut se référer au guide d'aide à la passation des marchés publics dématérialisés de décembre 2015 du ministère de l'économie de l'industrie et du numérique.

En cas de difficultés sur la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE), une assistance est mise en place directement sur le site depuis [le lien suivant Assistance](#) ou en cliquant sur la languette de l'espace "FAQ et support en ligne". Cet espace FAQ permet au soumissionnaire de consulter les réponses aux questions les plus fréquemment posées sur la plateforme et de l'accompagner dans ses démarches en sélectionnant l'objet de sa demande dans la liste des catégories.

S'il n'a pas trouvé la réponse à sa question, il peut créer une demande d'assistance en ligne en cliquant sur le bouton « Je n'ai pas trouvé de réponse à ma recherche, je souhaite saisir une demande d'assistance en ligne ». La référence du ticket créée vous sera demandée par le support téléphonique disponible au **01 53 18 90 00**.